

Guyancourt-Aubevoye

1 Avenue du Golf 78288 Guyancourt Cedex API TCR LOG 0 60

01 30 03 22 93 (Guyan.) 02 32 77 63 09 (Aube.) 06 08 24 23 15 (Guyan.) 06 82 45 48 18 (Aube.) 01 30 03 22 94 (Guyan.) 02 32 77 61 45 (Aube.)

E.mail: tcr.sud@freesurf.fr

Le 02/12/2002 N°20

NEGOCIATIONS (4) ACCORD LOCAL SUR LES CONGES

LA DIRECTION CONVOQUE LES ORGANISATIONS SYNDICALES LE MARDI 03 DECEMBRE A 14 HEURES.

Après les « négociations » de ces dernières semaines (actes 1-2 et 3) va-t-on vers un accord au rabais ? Un accord qui une fois de plus va réduire nos acquis.

La direction aura donc fait durer le suspens quelques jours avant de convoquer à nouveau les organisations syndicales à d'ultimes négociations en vue de faire signer son accord local sur les congés. Pour cela, elle convoque une dernière réunion le mardi 03 décembre à 14h.

Dans ces négociations tout se joue entre les signataires « bernés » de l'accord central (CFDT, FO, CFTC, et CGC) et la direction. Pour mémoire et pour répondre à nos détracteurs, les congés se répartissaient bien les années précédentes entre début Juin et fin septembre. (Voir les notes de la direction sur les congés des années passées.) Ce n'est donc pas une lubie ni de la surenchère, que le syndicat SUD revendique, comme voudrait nous le faire croire certains tracts des signataires de l'accord central.

Pour certains, à les entendre, nous étions près de la grève générale dans les usines, afin de signer un accord central sur les congés. Mais de qui se moque-t'-on? Si cela avait été le cas, les autres organisations syndicales auraient informé les salariés. Il n'en a rien été! La CFDT prend donc ses désirs pour des réalités. C'est avec une telle attitude que la CFDT fait l'unanimité contre elle.

Bien sûr, les « Y a qu'a, faut qu'on ...nous bassinent qu'au TCR/CTA, » cela a pour conséquence de geler les discussions sur les autres établissements de la région parisienne Rueil/Lardy et le Siège. Le mécontentement au TCR/CTA a permis que les dés ne soient pas encore jetés.

Pour SUD, nous pensons que rien n'est écrit d'avance quand il s'agit de défendre nos acquis, contre ceux qui voudraient les voir brader dans une parodie de négociation où tout devrait être ficelé d'avance. En clair ne pas se laisser embobiner par des syndicalistes qui sont prêts quant à eux à avaler des couleuvres.

POUR NOUS CONTACTER:

Fort des 1347 signatures, SUD à la réunion du 03/12 réaffirmera et revendiquera l'étalement des congés principaux entre début JUIN et fin SEPTEMBRE, comme cela se pratiquait avant, Ceci, pour ceux qui auraient perdu la mémoire.

SUD vous appelle durant vos 20 mn de pause à participer et faire participer le plus de monde possible, au rassemblement du Mardi 03 décembre à 13 h45 dans la Ruche à l'endroit habituel pour accompagner les délégations syndicales.

11 décembre 2002 : élections prud'hommes NE LAISSEZ PAS VOS PATRONS FAIRE LA LOI : VOTEZ SOLIDAIRES G10

Aucun salarié n'est aujourd'hui à l'abri d'une injustice, de l'arbitraire, de la précarité, des licenciements économiques et boursiers, ou de menaces individuelles. Du salaire non versé au contrat de travail inexistant en passant par des licenciements sans cause réelle et sérieuse ou encore de la discrimination et du harcèlement, les Conseils de prud'hommes sont souvent le dernier recours pour les salariés et parfois dans les petites entreprises le seul, pour faire valoir leurs droits. Composé de quatre conseillers - deux salariés et de deux patrons - le bureau de jugement n'est pas impartial ; les élus patronaux n'oublient jamais les intérêts des employeurs. Il est donc fondamental d'avoir, face à eux, des élus salariés compétents et motivés. Il appartient donc aux salariés d'aller voter le 11 décembre pour choisir des conseillers salariés, femmes et hommes qui s'engagent à les défendre de façon intransigeante face à l'arbitraire patronal. C'est à cette nécessité que répondent les listes Solidaires. L'Union syndicale - G10 SOLIDAIRES fait le choix d'un syndicalisme de terrain, de lutte, indépendant du patronat, des pouvoirs publics, et de tout parti politique. Nous pensons nécessaire d'agir dans le cadre d'un combat social global contre le libéralisme et tous ses méfaits. Il s'agit pour SOLIDAIRES de développer un syndicalisme efficace pour s'opposer à la volonté du Medef et du gouvernement qui veulent faire régresser les droits collectifs, imposer toujours plus de flexibilité, et payer au moindre coût le travail.

SOLIDAIRES G10 choisit clairement le droit des salariés contre celui des profits.

SPECIAL CE VACANCES JEUNES

SUD exige le retrait immédiat du plafond de 500 € (subvention à l'année pour chaque enfant pour les colonies) et le retour à la limite d'âge à 23 ans.